CONSEIL NATIONAL DU RCD

Formaliser le boycott

Le RCD formalisera ce vendredi à l'occasion de la tenue d'une session ordinaire de son conseil national, sa position vis-à-vis des élections législatives du 10 mai prochain. Une position qui ne sera pas, à coup certain, autre que le boycott, tant la religion du parti à l'égard de ce rendez-vous électoral est faite depuis des lustres.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Plus d'un observateur averti de la scène politique nationale verrait d'un mauvais œil ou comme incongrue toute éventuelle participation du parti à cette élection au vu de l'opposition quasi frontale qu'il a adoptée depuis pratiquement son retrait du gouvernement.

Une position accentuée ces dernières années au lendemain de la sortie du livre de Saïd Sadi consacré à l'un des héros de la révolution, le colonel Amirouche, et les fameuses marches du samedi revendiquant le départ du système initiées pour donner une suite politique aux émeutes de janvier 2011.

Et c'est tout naturellement que l'option du boycott de ces élections était née et s'est affinée au fur et à mesure que le préalable d'une surveillance internationale, quantitative et massive, en amont et en aval de ces élections, avancé par le parti n'a pas reçu l'écho escompté au sein d'un pouvoir qui s'en tient à sa propre feuille de route.

Et la session extraordinaire du conseil national du parti du 16 décembre dernier sonnait comme un ultime ultimatum au pouvoir, à l'occasion de laquelle Saïd Sadi évoquait la «guerre» que se livrerait la présidence de la République et le DRS autour du management de l'islamisme et la stratégie des quotas adoptée comme panacée pour maintenir le statu quo.

Depuis, l'option de tourner le dos aux élections législatives du printemps prochain n'a fait que se renforcer au sein aussi bien du sommet que de la base militante du parti. Preuve a été donnée à l'occasion des nombreuses réunions et autres assemblées générales préparatoires du 4e congrès du parti prévu pour les 8, 9 et 10 mars prochain à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

Conclaves durant lesquels les militants ont semblé avoir fait leur choix, celui du boycott, préférant mettre le cap sur ce prochain rendez-vous organique à la réussite duquel ils tiennent tous. Ce qui ressort également de tout ce que le parti a eu à produire comme littérature ces derniers temps et que la session du conseil national de demain aura tout simplement à formaliser et à entériner officiellement.

Et avant ce congrès, pas moins de huit pré-congrès régionaux, initialement prévus pour ce week-end mais reportés en raison des intempéries, se tiendront les 24 et 25 du mois courant.

Photo : Samir Sid.

Saïd Sadi.

Pour le centre du pays, trois regroupements sont prévus, d'abord celui que présidera Saïd Sadi aux côtés de Fatta Sadat et regroupera les délégués des wilayas d'Alger, Blida, Aïn Defla, Médéa, Djelfa et Tipasa, le second regroupera ceux des wilayas de Béjaïa, Sétif, Bordj Bou-Arréridj et Jijel et sera encadré par Rabah Boucetta et Hacène Mezoued, le troisième animé par Hakim Saheb et Nadir Hammouche et regroupera les délégués des wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdès.

Ceci pour la région centre. Pour l'est du pays, le pré-congrès animé par Amar Barki et Abdelhamid Hosna regroupera les délégués des wilayas de Batna, Khenchela, Oum El Bouaghi, Biskra, Tébessa, Skikda, Guelma, Annaba, Constantine, El-Tarf, Souk Ahras et Mila. Celui de l'ouest, piloté par Ahmed Benneguouche, Abdelkader Groucene et Tahar Besbas, concernera les wilayas de Sidi Bel-Abbès, Oran, Tlemcen, Chlef, Mascara, Aïn Temouchent, Béchar, Tiaret, Saïda, Mostaganem, El Bayadh, Relizane, Tindouf, Tissemsilt et Naâma.

Pour le Sud, deux pré-congrès sont prévus : le premier, animé par Leïla Hadj Arab et Boubekeur Derguni, regroupera les délégués de Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, El Oued et Adrar et le second, présidé par Mohammed Khendek et Achour Arab-Saïd, réunira ceux de Tamanrasset et Illizi.

Le dernier pré-congrès concernera les délégués de l'émigration et sera animé par Rafik Hassani, Arezki Aïder et Youcef Merouche.

M. K.

CONVENTION NATIONALE DU FFS

Cap sur les législatives

Au bout de près d'un mois de débats autour de la problématique de participer ou pas aux élections législatives du 10 mai prochain menés aussi bien à la base que de concert avec les forces vives de la société civile proches des thèses du parti, le FFS bouclera ce week-end ce cycle de concertation avec la tenue d'une convention nationale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ce rendez-vous, initialement prévu pour vendredi dernier mais reporté à demain en raison des fortes intempéries qui ont isolé et isolent encore bien des régions du pays, est fortement attendu de par l'importance de son ordre du jour, déterminant à bien des égards puisqu'il aura à faire la synthèse de longs débats menés à la base du parti et élargis aux autres segments de la société civile acquise ou proche des thèses défendues par le parti.

A propos de la composante du conclave de demain qui se tiendra à la salle Sierra Maestra, à Sidi-M'hamed, Alger, Chaffaï Bouaïche, secrétaire national chargé à la communication au sein du FFS, nous affirmait, hier, qu'il s'agit des membres de l'exécutif, ceux du conseil national, les représentants de chaque section, des élus et des forums jeunes et femmes du parti auxquels, dira-t-il, il faudra ajouter les délégués des syndicats et autres organisations qui ont été partie prenante du débat mené presque un mois durant à travers 38 wilayas du pays.

Un conclave qui, de par sa composante, donne l'apparence d'un véritable congrès qui se contentera, cependant, d'élaborer une synthèse qui servira de base au conseil national du parti qui aura à se prononcer sur l'option à prendre concernent les élections législatives du 10 mai prochain, lors d'une session dont la date n'a pas encore été retenue. Une précision de taille que, d'ailleurs, le premier secrétaire du parti, Ali Laskri, réaffirme à chaque fois que l'occasion lui est offerte.

A propos de la tendance qui se serait dégagée à l'issue de ces débats, notre interlocuteur s'est refusé à tout commentaire, affirmant, fort à propos, l'option de réserve adoptée par tous les membres du secrétariat national et ceux du conseil national du parti, pour ne pas, dira-t-il, influencer une option au détriment d'une autre.

Photo : Samir Sid.

Hocine Aït-Ahmed.

Il reconnaîtra, cependant, que les deux options, diamétralement opposées, boycott et participation aux élections législatives du 10 mai prochain, ont été exprimées dans un cadre empreint de sérénité et de responsabilité, tiendra-t-il à préciser, et ce, conformément aux directives du président Hocine Aït-Ahmed qui avait recommandé l'évaluation de tous les scénarios possibles avec les avantages et les inconvénients de chaque option que, d'ailleurs, la commission de stratégie politique, mise sur pied à cet effet, a inventoriés. Pour les «participationnistes», dont des membres influents au sein du parti, le document de préparation de la convention nationale de demain semble bien servir avec la bagatelle d'une dizaine d'«avantages», contre seulement deux inconvénients.

A contrario des partisans du boycott, option pour laquelle le même document de la commission de stratégie politique ne trouve que quatre avantages.

Autant dire que les membres du conseil national à qui reviendra le dernier mot sur cette épineuse participation ou pas aux législatives du printemps prochain n'auront pas la partie facile.

Soit, être à l'écoute de la base totalement divisée avec un ascendant, affirment des sources proches du parti, pris par les partisans du boycott, ou obtempérer, comme le suggèrent d'autres à un deal que la direction du parti aurait conclu avec le pouvoir.

Ces dernières mettent en avant comme argument massue à leur thèse : l'éviction de l'ancien premier secrétaire du parti, Karim Tabou, réputé pour son opposition frontale au système en place.

Et cette consultation de la base et des relais associatifs proches des thèses du parti ne serait, selon eux, qu'une manière subtile de faire passer une décision prise en haut lieu.

Ce que Bouaïche a tenu catégoriquement à réfuter, démentant, au passage, tout éventuel déplacement d'une délégation du parti en Suisse pour s'entretenir avec Aït-Ahmed au sujet de ce dilemme qui a surgi.

M. K.